Le Grain de sable

N° 420 – Mardi 29 avril 2003

IMPASSE ET MOBILISATIONS

Dans ce numéro



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Tous à Evian » ATTAC 05 - http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1040-112720-14fr

L'OMC dans l'impasse : revoir les attentes à la baisse et chercher des boucs émissaires

Par Nicola Bullard
Traduction Bernadette Regnier, Coorditrad

Deux semaines à peine après le début de la guerre en Irak, des journalistes et des responsables politiques commençaient déjà à voir le lien fondamental entre l'effondrement des relations transatlantiques et

l'impasse à l'OMC. Le moment est parfait : à tout juste cinq mois de Cancún, avec un ordre du jour qui semble figé et de longues vacances d'été d'ici là, c'est une bonne idée de commencer à revoir les attentes à la baisse et à chercher des boucs émissaires.

Voici la donne à l'OMC à la fin mars : il n'y a pas d'accord sur la poursuite des négociations agricoles. La mise en œuvre du traitement spécial et différencié (une question clé pour les pays en développement) n'a pas progressé, et aucune résolution n'est en vue sur l'application de l'ADPIC (accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) et sur la déclaration sur la santé publique, saluée comme la plus grande avancée pour les pays en développement à Doha. L'ordre du jour est complètement bloqué et il n'y a aucun signe de mouvement sur aucun front.

The Economist (“ Will there be a breakthrough ? ”, 1er avril 2003) désigne l'agriculture comme la principale pierre d'achoppement et n'a aucun doute quant à l'identité des responsables. “ Les lignes de front sont claires – et elles remettent en mémoire le pénible souvenir du différend transatlantique au sujet de la politique en Irak ”, écrit-il, ajoutant – au cas où un doute subsisterait – que “ en octobre dernier, le président français Jacques Chirac a conclu un accord avec son homologue allemand Gerhard Schröder pour s'assurer que la PAC (la Politique agricole commune de l'Union européenne) serait protégée pour les années à venir. Des efforts sont néanmoins déployés pour réformer la PAC mais, s'ils échouent, la probabilité d'une avancée dans les négociations de Doha se réduira. ”

Clare Short, ministre britannique du Développement international et un des moteurs du “ cycle du développement de Doha ”, met elle aussi en avant l'agriculture et fait porter la responsabilité du blocage des négociations à “ certains États membres ” qui s'opposent à une réforme de la PAC. “ Si leur vision l'emporte ”, a-t-elle déclaré le 27 mars au Royal Institute for International Affairs à Londres, “ les perspectives de réussite du cycle de Doha se réduiront vraiment beaucoup et on pourra accuser l'Union européenne d'avoir laissé passer l'occasion d'un cycle de développement. ”

Dans le Financial Times, Guy de Jonquieres (“ Enlightened cooperation has turned into indecision ”, 30 mars 2003) estime également que l'incapacité de l'Union européenne à réformer la PAC est ce qui bloque les négociations agricoles à l'OMC et il ne croit pas que la Commission sera capable de faire passer suffisamment de propositions pour que les pourparlers sur l'agriculture progressent parce que, dit-il, “ il n'est pas certain que les États membres, la France la première, suivront. ”

Ces trois commentateurs nous donnent un aperçu de ce que pense le monde anglo-américain pro-OMC et pro-commerce, et c'est très intéressant.

En premier lieu, nombre d'observateurs estiment aujourd'hui que les négociations de Cancún sont sur le fil du rasoir. Comme le dit de Jonquieres, “ l'OMC pourrait se trouver devant un choix cornélien : reporter sa réunion de Cancún et risquer ainsi de perdre encore de l'élan ; ou aller de l'avant et risquer de voir l'événement tourner à l'empoignade sauvage. ”

En deuxième lieu les États-Unis, en dépit de leur mépris persistant et implacable pour le multilatéralisme, s'en tirent blancs comme neige. Si The Economist, de Jonquieres et Short font référence aux hausses des tarifs douaniers américains de l'acier et laissent entendre que les États-Unis devraient eux aussi “ ouvrir leurs marchés ”, ils jettent en fait l'opprobre sur l'Europe continentale (c'est-à-dire sur la France et l'Allemagne).
En troisième lieu – et c'est révélateur – les 129 autres membres de l'OMC sont pratiquement invisibles dans cette analyse de ce qui se passe au sein de l'organisation. Malgré le désir sincère de la ministre Short de voir réussir le “ cycle du développement ” et sa conviction que le commerce est bon pour les pauvres, elle semble ne s'intéresser aucunement aux positions des pays en développement dans les négociations, en particulier lorsque ces positions sont en contradiction avec ce qu'elle sait être bon pour eux. (D'après Mme Short, ce dont les pays en développement ont besoin est un accord “ de compromis ” sur l'ADPIC et la santé, des marchés plus libéralisés, davantage d'investissements étrangers et la possibilité d'envoyer leurs travailleurs peu qualifiés dans le “ premier monde ”.)

De surcroît, l'absence des pays en développement comme parties prenantes met en évidence la principale fonction de l'OMC – à savoir équilibrer les relations commerciales transatlantiques – et, lorsque ces relations capotent, l'OMC fait de même. Nous savons cela depuis Seattle, où les divisions profondes entre l'Union européenne et les États-Unis ont contribué à faire tomber l'exécutif. Les pays en développement sont de simples spectateurs.

Enfin, nous assistons à une tentative de recycler l'hystérie de l'après-11 septembre, qui a créé une atmosphère dans laquelle les pays en développement ont accepté des accords à Doha sous la contrainte de la ligne tracée par George W. Bush : vous êtes avec nous ou contre nous. L'ouvrage d'Aileen Kwa, Power Politics in the WTO (voir www.focusweb.org), rend scrupuleusement compte des pressions, exercées en coulisse, qui ont aidé à faire passer “ en douceur ” la déclaration de Doha. Il y a trois mois, ces tactiques despotiques semblaient invraisemblables mais, aujourd'hui, leur réalité est notoire, comme nous l'avons vu dans la tentative américaine d'acheter le soutien à la guerre.

Dans son allocution au Royal Institute, Clare Short a vaillamment tenté de ressortir l'argument de l'après-11 septembre : “ Après que le contrecoup du 11 septembre

a contribué à fixer les esprits à Doha sur les raisons pour lesquelles le commerce et le développement sont importants, dit-elle, nous devons renforcer notre engagement en faveur d'un ordre mondial juste si nous voulons sortir de la vague actuelle d'amertume et de division dans le monde. Nous avons besoin de toute urgence d'une détermination plus forte à faire du cycle de développement un succès. "

De la part de la ministre qui a menacé de démissionner sur la question irakienne, a changé d'avis et parle maintenant en tant que membre du gouvernement qui s'est lancé dans une guerre illégale contre la volonté de la grande majorité de ses citoyens, ça laisse pantois.

Contact pour cet article : Nicola Bullard N.Bullard@focusweb.org - Focus on the Global South (FOCUS) - c/o CUSRI, Université de Chulalongkorn - Bangkok 10330, THAILANDE Tél. : 662 218 7363/7364/7365/7383 - Fax : 662 255 9976 - Site web http://www.focusweb.org

Brèves d'OMC

Par Groupe de travail de Marseille « Traités internationaux »

Des commentateurs US faisant état de l'amendement au budget additionnel pour régler la guerre en Irak selon lequel la Russie, l'Allemagne et la France devraient être écartées des contrats pour la reconstruction du pays en raison de leur opposition à la guerre soulignent que cet amendement a été pris en violation des règles de l'OMC, qui interdisent cette sorte de discrimination politique qui avantagent certaines parties. Même si la Russie ne fait pas actuellement partie de l'OMC et ne peut donc porter plainte devant l'ORD, l'UE, au nom des 2 autres pays, pourrait certainement le faire.

D'autres commentaires sont faits sur le blocage des négociations sur les réductions des subventions agricoles à l'OMC. Un article du New York Times affirme qu' "on est généralement d'accord sur le fait que ces subventions figurent parmi les principaux obstacles commerciaux à l'encontre des pays pauvres". Or selon la Banque Mondiale, la suppression complète des barrières commerciales agricoles ou non pour les PED n'augmenterait leur revenu de 0.6 % en moyenne (Global Economic Prospects and the Developping Countries 2000). En conséquence l'Ethiopie verrait son revenu par tête passer environ de 600 $ en moyenne par an à …603.60 $ si tous les pays riches supprimaient toutes leurs subventions et autres obstacles commerciaux.

1/ Le Comité sur l'Agriculture constate l'échec des négociations :

A la réunion de synthèse du Comité qui s'est tenu le 31 Mars a déclaré officiellement que les efforts des membres pour se mettre d'accord sur les modalités agricoles avant la fin Mars avaient échoué. D'autres sessions spéciales ont été programmées en Juin et Juillet prochain. Son Président aussi bien que le DG de l'OMC, Supachai, ont exprimé leur déconvenue devant l'incapacité des membres à s'entendre sur les modalités d'un accord cadre sur l'agriculture, notamment des USA et l'UE. Ces modalités doivent fixer le champ des négociations, la méthode à suivre pendant la phase actuelle et les résultats escomptés. Pour tenter d'aplanir les difficultés d'ici Cancun, il a annoncé maintenir les consultations informelles après Pâques sur des formules de réduction tarifaires, des quotas tarifaires, les produits stratégiques pour les PED, des soutiens agricoles domestiques, les crédits à l'exportation, et l'aide alimentaire.

Dans une déclaration officielle, les USA ont rendu l'UE et le Japon responsables de l'échec. En prévision de la réforme de la PAC qui doit débuter en Juin, elle a appelé les Etats européens à entériner les propositions présentées l'an dernier par F.Fischler afin de donner à la Commission plus de souplesse pour suivre le mandat du "Round de Développement de Doha". L'Australie s'en est également prise à l'UE. Dans sa réponse, celle-ci a fait état de 'la soi-disante aide alimentaire", des crédits à l'exportation (tous deux essentiellement utilisés par les USA) ou des pratiques de prix de certaines entreprises commerciales d'Etat (cas de l'Australie) qui auraient aussi des effets de distorsions commerciales. L'UE a annoncé officiellement sa décision d'introduire un recours devant l'ORD contre le système australien de quarantaine.

2/ Quelques pays seulement ont présenté leurs offres de libéralisation dans leurs services :

Ils ne sont que quelques uns à avoir pu le faire dans les délais impartis (fin Mars 2003). Il s'agit essentiellement de pays développés (notamment Australie, Canada, Nouvelle Zélande et USA). L'UE n'a pas été capable d'y parvenir mais pourrait présenter les siennes dans les prochaines semaines et la Suisse d'ici le 15 Avril. Le Secrétariat de l'OMC a déclaré qu'il espérait qu'elles continueraient à lui parvenir jusqu'à la prochaine Conférence de Cancun. Les PED y sont remarquablement absents. Certains considèrent cela comme une réaction aux nombreuses autres échéances non satisfaites : Adpics et santé publique, mise en pratique des accords, traitement spécial et différencié en faveur des PED et l'agriculture.

Jusqu'ici, seuls une trentaine des PED les plus avancés aurait présenté ses demandes et aucune ses offres .Certains pays qui n'ont pas encore remis leurs offres se référeraient à celles des USA. Ceux-ci n'ont pas présenté d'offres dans certains monopoles, dont les services postaux ou dans des sous-secteurs tels que les fournitures d'eau. Toutes les subventions accordées sous les modes 1 et 2 (fourniture transfrontalière et consommation à l'étranger) n'ont pas été engagés sous le traitement national, de même que la plupart des subventions sous le mode 3 (présence commerciale à

l'étranger). Quelques ONG US ont réagi négativement face à ces offres. L'IATP a indiqué qu'elles affecteraient la législation des Etats sans l'aval des autorités locales et a souligné le manque de consultation pendant la période de préparation des offres.

3/Le Brésil porte plainte contre les subventions US à ses planteurs de coton :

Le Brésil proclame que les subventions accordées par le gouvernement US à ses planteurs : prêts de mise sur le marché, crédits à l'exportation, règlements directs, certification, dépriment les prix mondiaux et portent préjudice à ses propres producteurs. Selon lui, les USA ont doublé le niveau de ses programmes de subventions à ses producteurs depuis 92 alors qu'il faudrait que les prix soient restés au niveau ou au-dessous des prix de 92 pour bénéficier de l'immunité accordée selon la clause de paix de l'Accord sur l'Agriculture de l'OMC.

4/ Le lieu des pourparlers pour un accord de libre-échange Maroco-étatsunien déplacé à cause de la guerre en Irak.

Prévu à Rabat le 24 Mars, le deuxième cycle de discussions a été ajourné d'un jour et s'est déplacé à Genève "loin d'une opinion publique écœurée" par la guerre (L'Economiste). Au moment de son lancement le 21 Février, le représentant US au Commerce avait souligné le rôle du Maroc comme un allié proche des USA dans la guerre au terrorisme et "serait considéré comme une preuve du soutien de l'Amérique dans une région en proie aux troubles à des sociétés musulmanes, tolérantes, ouvertes et plus prospères". Marrakech et d'autres grandes villes marocaines ont été le théâtre de manifestations de masse contre la guerre. Selon USA Today, d'autres gouvernements du Moyen Orient, au premier rang desquels ceux d'Egypte et de Bahreïn aspirent à des traités commerciaux avec les USA. La Jordanie a déjà conclu un accord en 2001.

5 - Lancement d'une campagne contre l'accord sur les investissements :

Les représentants de 50 ONG se sont réunis à Genève du 19 au 21/03/2003 pour étudier la nature et les implications de l'accord sur les investissements de l'OMC. La plupart tout en reconnaissant la nécessité de réguler les investissements, ont estimé que l'OMC n 'était pas le siège approprié pour en discuter. L'OMC, à leur avis, n'est pas parvenue à un juste équilibre entre droits et obligations des investisseurs ayant fait l'impasse sur les perspectives environnementales, sociales et de développement.

Elles ont lancé le 21/03 une campagne contre les négociations visant à obtenir cet accord, soulignant qu'il nuirait aux PED. Martin Khor (Third World Network) a affirmé que les propositions déposées par l'UE et le Japon "n'ont pas pour but de réguler les investissements mais de réguler les gouvernements pour qu'ils ne puissent réguler les investissements".

Certains pensent que ce sujet va probablement devenir le principal point de ralliement pour les ONG à la 5e Conférence Ministérielle de Cancun en Septembre et la réunion de Géneve a servi de catalyseur à la société civile de ce point de vue. Les organisations qui ont initié la campagne regroupent entre autres Oxfam, Public Citizen aux USA, et le Third World Network.

6- Forum alternatif sur l'Eau :

Le 1er Forum Mondial des Peuples sur l'Eau s'est réuni les 21-22 Mars 2003 à Florence pour inciter à l'installation d'un Parlement mondial de l'Eau et être une alternative au 3e Forum Mondial de l'Eau qui s'est tenu au Japon au même moment (suivi par 10.000 représentants des gouvernements, des organisations inter-gouvernementales et des experts du secteur et de l'industrie.)

Le forum de Florence s'est penché sur les "demandes" faites dans le cadre des négociations de l'AGCS, premières mesures sur la voie d'une privatisation globale des fournitures d'eau, faisant de celle-ci une ressource que les pays riches et leurs transnationales peuvent acheter, vendre et en détenir le monopole Les participants se sont engagés à accroître la pression dans ce sens sur leur campagne pour "exclure les services de l'OMC". Ce forum coïncide avec l'Année Internationale de l'Eau de l'ONU.

Pour visiter le site du 1er Forum Mondial des Peuples sur l'Eau : http://www.contrattoacqua.it/

Contact pour cet article. Omc.marseille@attac.org

Le bilan d'un an de Raffarin : tout est à eux

Par Réseau d'alerte sur les inégalités

Le « réseau d'alerte sur les inégalités » (RAI) créé en 1996 rassemble des militants associatifs et syndicalistes d'horizons divers. Depuis le mouvement des chômeurs de 1997-98 auquel il avait apporté réflexions et propositions aux associations de chômeurs, le RAI poursuit la réflexion et intervient principalement sur les questions économiques et sociales (présentation d'un « manifeste fiscal », interventions publique, création avec le mensuel Alternatives Economiques du BIP 40, le Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté, etc.). > Dans ce « bilan d'un an de Raffarin », le RAI fait le point sur les politiques menées par le gouvernement issu du séisme du 21 avril 2002 (fiscalité, protection sociale, santé, immigration, justice, logement, emploi). Loin de se préoccuper de la « France d'en bas », les politiques menées par le gouvernement mettent peu à peu à jour un projet politique cohérent favorisant les intérêts des privilégiés, flattant les préjugés des couches moyennes

salariées ou indépendantes et s'attaquant aux plus démunis.

Introduction du bilan

Le premier anniversaire du séisme du 21 avril est l'occasion de faire un premier bilan des politiques menées par le gouvernement issu de ce séisme. On aurait pu penser que Jacques Chirac, soucieux de restaurer le contact entre les milieux politiques et la « France d'en bas », aurait tenté de mener une politique économique teintée de social, ou du moins soucieuse de préserver les apparences de l'équilibre. Mais le gouvernement Raffarin se révèle au contraire particulièrement fidèle à sa base sociale fondamentale, les milieux d'affaires et le Medef. Les éditorialistes ont glosé sur les gaffes » du « consensuel Raffarin », allant embrasser les patrons à l' Assemblée générale annuelle du Medef le 14 janvier 2003 et réformant l'impôt de solidarité sur la fortune pour « favoriser l'emploi ». Mais il fallait des oillères pour ne pas voir ce qui crève les yeux : depuis ses débuts, toute la politique économique et sociale de ce gouvernement sert les seuls intérêts de sa clientèle, pour l'essentiel le petit, moyen et grand patronat français, et les couches moyennes salariées ou indépendantes. En même temps qu'il multiplie les « cadeaux » à sa clientèle, ce gouvernement déploie toute la démagogie sécuritaire d'un Sarkozy pour montrer au « petit peuple » qu'il s'occupe des vrais problèmes, c'est-à-dire de cette insécurité si soigneusement montée en épingle par les grands médias lors de la campagne électorale de 2002. Libéralisme, clientélisme et caporalisme sont les trois ressorts de l'action gouvernementale.

C'est du moins ce qui ressort de l'examen des initiatives prises par le gouvernement Raffarin dans différents domaines clés de son action économique et sociale : la fiscalité, l'emploi, la santé, l'éducation, l'immigration, l 'insertion, le chômage, le logement, la famille. Le Réseau d'alerte sur les inégalités avait montré l'an dernier, en publiant son barême des inégalités et de la pauvreté (le BIP 40), que les inégalités n'avaient cessé de croître au cours des vingt dernières années qu'à deux brèves occasions, au cours des reprises économiques des années 1988-90 et 1998-2000. Depuis, le ralentissement économique de 2001, puis l'arrivée de ce gouvernement, ont très vraisemblablement à nouveau aggravé le problème de la fracture sociale dans notre pays. Le RAI a voulu faire le point sur les politiques menées depuis 10 mois, de façon à démasquer la cohérence d'une politique qui se flatte parfois de pragmatisme et d'éclectisme. Dans tous les domaines étudiés les initiatives prises par le gouvernement Raffarin peuvent se caractériser par quelques constantes : privilégier les intérêts des privilégiés, flatter les préjugés des couches moyennes salariées ou indépendantes, s'attaquer aux plus démunis au nom de l'humanisme ou de l' équité. Par rapport aux gouvernements de Lionel Jospin, les éléments de continuité, nombreux, l'emportent sans aucun doute sur les inflexions. Celles-ci existent mais vont toujours dans le mauvais sens du point de vue de la justice sociale.

Ainsi dans le domaine de la fiscalité, qui exprime toujours de façon concentrée l'essence d'une politique économique, le gouvernement Raffarin a choisi de poursuivre la baisse de l'impôt direct initiée par ses prédécesseurs de la « gauche plurielle ». De même il a accentué les politiques de baisse des cotisations sociales, dont l'effet sur l'emploi est pourtant loin d'être avéré de façon rigoureuse, quoi qu'en disent les économistes libéraux. Les seuls résultats certains de ces politiques d' exonération de cotisations patronales sont d'accroître la rentabilité des capitaux et d'aggraver les déficits des comptes de l'Etat et de la Sécu, donc d'accentuer le développement des inégalités et la pression sur les dépenses sociales.

Et particulièrement sur les dépenses de santé : la politique de santé du Docteur Mattéi a jusqu'ici consisté surtout à diminuer les taux de remboursements des médicaments et des soins, tout en augmentant les tarifs des actes médicaux : il en résulte une baisse des revenus pour les patients, surtout pour ceux qui n'ont pas une bonne mutuelle, et une hausse des revenus des médecins. Là encore l'effet immédiat est un accroissement des inégalités sociales. A cette politique en faveur de sa clientèle médicale, ce gouvernement a ajouté une touche xénophobe et discriminatoire : la suppression de la gratuité des soins pour les pauvres, pourtant garantie par l'aide médicale de l'Etat depuis la fin du XIXè siècle, et plus récemment par la CMU.

Chevaucher sur la xénophobie ambiante constitue aussi bien sûr l'axe essentiel de la politique d'immigration de Nicolas Sarkozy. Après avoir pris des positions apparemment ouvertes en faveur d'un aménagement de la « double peine » et d'un traitement plus humain des cas difficiles par les préfectures, le Ministre de l'Intérieur prépare un nouveau et grave durcissement des modalités d'admission des étrangers sur le territoire français, en particulier pour ce qui concerne le droit d'asile. Des indiscrétions soigneusement distillées par le Ministère ne laissent aucune illusion sur la volonté de Sarkozy de surfer sur le racisme et la xénophobie largement présents dans la société française afin de continuer à faire oublier les dégâts des politiques libérales sur les conditions de vie et de sécurité des populations.

On a déjà vu la logique sécuritaire se déployer concernant les jeunes de banlieue » : la politique de la justice a été marquée par la loi Perben, qui cible prioritairement la délinquance des mineurs, notamment dans le cadre scolaire. Cette loi durcit l'ensemble du dispositif répressif contre les jeunes, créant des centres fermés et menaçant de retirer les allocations familiales aux familles de jeunes délinquants. Le développement des politiques sécuritaires municipales accroît la pression et le contrôle social sur les familles, notamment issues de l'immigration. La politique du logement pénalise elle aussi les familles pauvres, parmi

lesquelles les immigrés sont nombreux. Hausse des expulsions, baisse du nombre de constructions de logements sociaux, gel des allocations logement, hausse des avantages fiscaux pour l'investissement locatif : tout est fait pour favoriser l'accès à la propriété, voire au logement social, des couches moyennes supérieures, et pour décourager les plus démunis de tout espoir d' un logement décent.

Ce n'est pas du côté des emplois ou des salaires que les conditions de vie des plus démunis vont s'améliorer : la politique de l'emploi de François Fillon a consisté pour l'essentiel à démolir les deux mesures les plus favorables à l'emploi prises par le gouvernement Jospin (les 35 h et les emploi jeunes), afin de réduire les dépenses de l'Etat et surtout les contraintes pesant sur les entreprises. La croyance aveugle dans les vertus des exonérations de cotisations sociales a amené le gouvernement à augmenter encore les dépenses qui sont consacrées à ces politiques, en créant des contrats jeunes en entreprise et en rajoutant une couche aux exonérations sur les bas et moyens salaires. L'inefficacité notoire de cette politique amène et va amener encore une hausse importante du chômage, d'autant plus que la suspension de la « loi de modernisation sociale » du gouvernement Jospin apparaît comme un feu vert gouvernemental aux licenciements. Mais la situation de la minorité des chômeurs indemnisés s'est à nouveau dégradée avec la signature en décembre 2002 de la nouvelle convention Unedic entre le patronat et trois syndicats : une baisse du montant des allocations et un raccourcissement des durées d'indemnisation pénalisent encore plus les victimes des licenciements qui se multiplient ces derniers mois. Le gouvernement prépare pour bientôt une nouvelle attaque contre les pauvres avec le projet de réforme du RMI et de création d'un « revenu minimum d' activité », confié aux départements, dont on suppose qu'ils sauront mieux mettre au travail ces paresseux de chômeurs.

Encore ce tableau est-il incomplet, puisque nous n'évoquons pas les dossiers bien connus des retraites, des privatisations, de la décentralisation, ainsi que d'autres en ce moment moins débattus dans la presse comme ceux de la réforme de la politique agricole commune ou de la politique environnementale. Le risque est grand qu'à la faveur de la tension internationale et du consensus national qui règne autour de la position de la France dans la crise irakienne, ne s'aggravent les attaques contre les chômeurs, les précaires, les salariés , les étrangers, les exclus, qui constituent le fonds commun des politiques ministérielles du gouvernement du « consensuel » M. Raffarin. Il est temps pour les mouvements sociaux de coordonner leurs réflexions et leurs résistance pour bloquer le déploiement de cette politique qui va directement contre les intérêts des couches populaires et des catégories les plus démunies de la population.

Vous pouvez télécharger l'intégralité du rapport (26 pages, format PDF, 237 Ko). http://www.gisti.org/doc/actions/2003/rai/rapport-raffarin.html

La Guerre

Par Aduardo Galeano
Traduction Sarah Colin, Coorditrad traducteurs bénévoles (*)

Je serai curieux de savoir. Au milieu de l'année dernière, pendant que cette guerre incubait, George W bush déclara que nous devions être prêts à attaquer n'importe quel obscur recoin du monde. L'Irak est donc un obscur recoin du monde. Bush croirait-il que la civilisation est née au Texas et que ses compatriotes ont inventé l'écriture ? N'a-t-il jamais entendu parler de la bibliothèque de Ninive, de la tour de Babel ou des jardins suspendus de Babylone ? N'a-t-il jamais entendu un seul des Contes des Mille et une Nuit ?

Qui l'a élu président de la planète ? Moi, personne ne m'a appelé à voter à ces élections. Et vous ?

Aurions-nous choisi un président sourd ? Un homme incapable d'écouter autre chose que les échos de sa voix ? Sourd devant le tonnerre incessant des millions et des millions de voix qui dans la rue déclarent la paix à la guerre ?

Il n'a même pas été capable d'écouter ce conseil d'ami que lui a donné Gunter Grass. L'écrivain allemand, comprenant que Bush avait besoin de démontrer à son père quelque chose de très important, lui a recommandé de consulter un psychanalyste au lieu de bombarder l'Irak.

En 1898, le Président William McKinley déclara que Dieu lui avait donné l'ordre de rester aux îles Philippines , pour civiliser et christianiser ses habitants. McKinley dit qu'il avait parlé avec Dieu pendant qu'il marchait, à minuit, dans les couloirs de la Maison Blanche. Plus d'un siècle après, le président Bush assure que Dieu est à ses côtés dans la conquête de l'Irak. A quelle heure et dans quel lieu a-t-il reçu la parole divine ?

Et pourquoi Dieu a-t-il donné des ordres si contradictoires à Bush et au Pape de Rome ?

On déclare la guerre au nom de la communauté internationale, qui est déjà remplie de guerres. Et comme d'habitude, on déclare la guerre au nom de la paix.

Ce n'est pas pour le pétrole, disent-ils ? Mais si l'Irak produisait des cacahuètes, qui aurait l'idée d'envahir ce pays ?

Bush, Dick Cheney et la douce Condolezza Rice, auraient-ils renoncé réèllement à leurs hautes fonctions dans l'industrie pétrolière ? Pourquoi cet acharnement de Tony Blair contre le dictateur iraquien ? Ne serait-ce

pas parce qu'il y a 30 ans, Saddam Hussein a nationalisé la britannique Irak Petroleum company ? Combien de puits José Maria Aznar espère-t-il recevoir lors du prochain partage ?

La société de consommation, ivre de pétrole, est prise de panique face au syndrome d'abstinence. En Irak, l'élixir noir est le meilleur marché et le plus abondant.

Dans une manifestation pacifique à New York, une pancarte demandait : « Pourquoi notre pétrole à nous se trouve-t-il sous leur sable à eux ? »

Les Etats-Unis ont annoncé une longue occupation militaire, après la victoire. Ses généraux auront la charge d'établir la démocratie en Irak.

S'agira-t-il d'une démocratie semblable à celle qu'ils ont offerte à Haïti, à la république Dominicaine, ou au Nicaragua ? Ils ont occupé Haïti pendant 19 ans et y ont fondé un pouvoir militaire qui déboucha sur la dictature de François Duvalier. Ils ont occupé la république Dominicaine pendant neuf ans et ils fondé la dictature de Raphaël Leonidas Trujillo. Ils ont occupé le Nicaragua pendant 21 ans et ils ont fondé la dictature de la famille Somoza.

La Dynastie des Somoza, que les marines avaient mis sur le trône, dura un demi siècle, jusqu'à ce que la colère populaire la renversa en 1979. Alors, le président Ronald Reagan monta à cheval et entreprit de sauver son pays menacé par la révolution Sandiniste. Le Nicaragua, pauvre d'entre les pauvres, avait au total cinq ascenseurs et un escalier mécanique , qui ne marchait pas. Mais Reagan dénoncait le Nicaragua comme danger ; et pendant qu'il parlait, la télévision montrait une carte des Etats Unis en train de se colorer de rouge, pour illustrer l'invasion imminente. Le président Bush lui copie-t-il les discours qui sèment la panique ? Bush dit Irak là ou Reagan dit Nicaragua ?

Titre des journaux pendant les jours qui précédaient la guerre : « Les Etats-Unis sont prêts à résister à l'attaque. »

Record des ventes de rubans isolants, de masques à gaz, de pilule anti-radiations. Pourquoi le bourreau est-il plus effrayé que la victime ? Juste à cause de ce climat d'hystérie collective ? Ou bien tremble-t-il parce qu'il a le pressentiment des conséquences de ses actes ? Et si le pétrole iraquien incendiait le monde ? Cette guerre ne serait -elle pas la meilleure vitamine dont le terrorisme international a besoin ?

Ils nous disent que Saddam Hussein alimente les fanatiques d'Al Queaeda. Un élevage de corbeaux pour qu'on lui arrache les yeux ? Les fondamentalistes islamiques le détestent . Un pays où l'on vend des films d'Hollywood, où beaucoup de collèges enseignent l'anglais, où la majorité musulmane n'empêche pas les chrétiens de porter la croix au cou, et où il n'est pas rare de voir les femmes en pantalon et robe audacieuse, ce pays est satanique.

Il n'y avait aucun iraquien parmi les terroristes qui ont détruit les tours de New York. Ils étaient presque tous originaires d'Arabie Saoudite, le meilleur client du monde pour les Etats-Unis. Ben Laden aussi est saoudien, ce rustre que les satellites poursuivent pendant qu'il fuit à cheval dans le désert, et qui répond présent chaque fois que Bush a besoin de ses services d'ogre professionnel.

Saviez-vous que le président Dwight D. Eisenhower a dit en 1953, que la « guerre préventive » est une invention d'Hitler ? Il affirma : « Franchement, je ne pourrai prendre au sérieux quiconque vient me proposer une chose pareille. »

Les Etats-Unis sont le pays qui fabrique et qui vend le plus d'armes au monde. Ils sont aussi la seule nation qui ait lâché des bombes atomiques contre la population civile. Et ils sont toujours en guerre contre quelqu'un, par tradition.

Qui menace la paix universelle ? L'Irak ?

L'Irak ne respecte pas les résolutions de l'Organisation des Nations Unies ? Bush les respecte-t-il, lui qui vient d'assener le coup le plus spectaculaire à la légalité internationale ? Israël les respecte-t-il, pays spécialisé dans l'ignorance de celles-ci ?

L'Irak n'a pas appliqué 17 résolutions de l'ONU. Israël, 64. Bush bombardera-t-il son plus fidèle allié ?

L'Irak fut ravagé en 1991 par la guerre de Bush père, et affamé par l'embargo qui suivit. Quelles armes de destruction massive peut cacher ce pays massivement détruit ?

Israël, qui usurpe les terres palestiniennes depuis 1967, compte avec un arsenal de bombes atomiques qui lui garantissent l'impunité. Et le Pakistan, autre allié fidèle et, de surcroît, nid notoire de terroristes, exhibe ses propres ogives nucléaires. Mais l'ennemi c'est l'Irak, parce qu'il « pourrait avoir » ces armes. S'il en avait, comme la Corée du Nord proclame qu'elle en a, oseraient-ils l'attaquer ?

Et les armes biologiques ? Qui a vendu à Saddam Hussein les souches pour fabriquer les gaz vénéneux qui ont asphyxié les Kurdes, ainsi que les hélicoptères pour disperser ces gaz ? Pourquoi Bush ne montre-t-il pas les reçus ?

A cette époque de la guerre contre l'Iran, de la guerre contre les Kurdes, Saddam était-il moins dictateur qu'aujourd'hui ? Pourquoi les Kurdes sont-ils émouvants maintenant, et pas avant ? Et pourquoi les Kurdes d'Irak sont-ils plus émouvants que les Kurdes, beaucoup plus nombreux, que la Turquie a sacrifié ?

Rumsfeld, actuel secrétaire d'état à la défense, annonce que son pays emploiera des « gaz non létaux » contre l'Irak ; s'agit-il de gaz aussi peu létaux que ceux utilisés par Vladimir Poutine, l'an dernier au théatre de Moscou, et qui ont tué plus de 100 otages ?

Durant ces derniers jours, les Nations Unies ont recouvert d'un rideau le Guernica de Picasso, pour que cette scénographie désagréable ne perturbe pas les coups de clarinette que jouait Colin Powell.

De quelle taille sera le rideau qui cachera la boucherie d'Irak, d'après la censure totale que le Pentagone a imposé aux correspondants de guerre ?

Où iront les âmes des victimes irakiennes ? Selon le révérend Billy Graham, assesseur religieux du Président Bush, le Paradis est plutôt petit : il mesure 1500 mètres carrés. Rares seront les élus. Devinette : Quel est le pays qui a acheté presque toutes les entrées ?

Et une question finale, que j'emprunte à John Le Carré :

- Ils vont tuer beaucoup de gens, Papa ?
- Personne que tu ne connaisses. Que des étrangers.

La Jornada : 19/03/03
Grano de Arena 184 informativo@attac.org

Mobilisation contre le G-8 d'Evian

Par www.g8-evian2003.org

Le G-8 se réunira à Evian des 1er au 3 juin 2003 à Evian, sur le lac Léman, à quelques dizaines de kilomètres de Genève et quelques centaines de Lyon, Grenoble et Turin.

Une coordination très large d'ONG, d'associations, de syndicats, de partis politiques et de groupes militants s'est mis en place, avec des français, des suisses, des italiens, des allemands et des militants venant d'Europe et du monde entier. Une réunion large de cette coordination s'est tenue les 1er et 2 mars, un appel a été signé par de nombreuses organisations et un site web, www.g8-evian2003.org, donne des informations et renvoie aux différentes composantes de cette coordination.

En effet les parties prenantes de cette coordination viennent de plusieurs pays, représentent des secteurs sociaux ou des préoccupations militantes très diverses et ont des options idéologiques très différentes. Cela explique pourquoi les initiatives qui seront organisées à partir du jeudi 29 mai dans la région d'Evian, et d'abord dans les deux communes mitoyennes, Genève, en Suisse, et Annemasse, en France, sont si diverses. Si, tous ensembles, nous nous retrouverons dans de grands rendez-vous, comme la manifestation du dimanche 1er au matin, de nombreuses initiatives comme les villages alternatifs, les débats et "sommet pour un autre monde", les feux du samedi soir ou les actions de blocage pacifiques sont sous la responsabilité de regroupements spécifiques existants de longue date ou créés pour l'occasion.

Cette info rapide a pour but de donner les dernières informations et ainsi de faciliter la mobilisation.

Le contexte politique mi-avril 2003

Si les incertitudes de la guerre en Irak ont maintenu un doute pendant plusieurs jours sur la tenue du G-8, il est maintenant à peu près certain que cette réunion aura lieu aux dates et dans les lieux prévus.

Le sens politique du G-8 est cependant en train de changer.

A l'origine, les autorités françaises, qui entendent se démarquer d'une mondialisation qui serait trop brutale sur le plan social et peu respectueuse de l'environnement, avaient prévu d'axer ce G-8 sur la question de l'accès à l'eau et sur le développement de l'Afrique avec l'initiative du Nepad. Pour ce faire, le gouvernement français a invité 25 chefs d'Etats et de gouvernements, ceux du G-8 bien sur, du Nepad, mais aussi ceux d'Egypte, d'Inde, du Brésil, etc.

Si ces invitations sont maintenues, les autorités françaises changent leur discours et présentent désormais ce sommet comme le "G-8 de la paix"…

Le changement de contexte devrait amener les réseaux militants à rediscuter du profil de leur réponse et de leurs revendications. S'il va de soi que l'hypocrisie qui consiste à décréter "sommet pour la paix" un sommet où seront présents George Bush et Tony Blair sera au centre de nos déclarations, beaucoup de choses devraient être discutées dans le nouveau contexte international.

Une telle discussion pourrait se centrer sur les priorités de l'agenda international, les conditions de la reconstruction de l'Irak, la Palestine ou la Tchétchènie, mais aussi sur les questions sociales et les inégalités Nord/Sud avec en ligne de mire, en particulier, l'assemblée générale de l'OMC en septembre prochain. Mais cette discussion devrait aussi partir du bilan de l'incroyable mouvement de contestation à la guerre qui s'est manifesté le 15 février et le 20 mars, mouvement qui s'était coordonné dans le cadre du forum social européen, à Florence, et mondial, à Porto Alegre. Les formes de cette discussion doivent être précisées dans les différentes rencontres qui seront organisées avant le 29 mai, et entre autres, la coordination européenne de Berlin des 25, 26 et 27 avril ou se réuniront les organisateurs du forum social européen et les responsables des coalitions anti-guerre européennes.

Le cadre général des mobilisations contre le G-8

Celui-ci a été discuté lors de la coordination des 1er et 2 mars dont vous trouverez le compte-rendu sur le site web qui renvoie également aux différents acteurs des initiatives.
Voilà les principales d'entre elles, en rappelant que de nombreux débats, réunions et manifestations seront organisés dans des villes avoisinant Evian (Lausanne, Annecy, etc.) :

- dès le jeudi 29 mai, plusieurs villages alternatifs se mettront en place ; à Annemasse, près de l'aéroport, il y aura le "village anti capitaliste, anti autoritaire et anti guerre" et le "village intergalactique" ;
- dès le jeudi 29 mai, un "sommet pour un autre monde" commencera à Annemasse, dans la salle "Martin Luther King", à l'initiative du CRID et de nombreuses ONG et mouvements français ;
- vendredi 30 mai, les ATTAC d'Europe se réuniront dans un colloque à Genève, après que les ATTAC du monde se soient réunis à Paris dans le cadre du "G-Monde" ;
- samedi 31 mai, le CADTM organisera un "tribunal de la dette" à Genève ;
- samedi 31 au soir, ce sera l'initiative "le feu au lac" qui permettra des rassemblements populaires autour de grands feux allumés dans les communes jouxtant le lac Léman ;
- dimanche 1er juin au matin, une énorme manifestation transfrontalière sera organisée entre Genève et Annemasse ;
- dimanche 1er juin dans l'après midi, des actions de blocages pacifiques et non-violents seront organisées entre Genève et Evian et à Lausanne, où ces initiatives commenceront dès le matin, pour perturber l'organisation du G-8 et démontrer ainsi le refus de la population de voir les fauteurs de guerre venir au cœur même de l'Europe et le refus de la tenue d'un G-8 illégitime.

Les lieux de rendez-vous

Ceux-ci se concentreront dans les villes d'Annemasse et de Genève.

A Annemasse, un centre de convergence sera construit à l'aéroport de la ville, près des villages alternatifs et le centre de presse ainsi que le secrétariat administratif seront localisés dans la salle Martin Luther King.

A Genève c'est la maison des associations qui servira de siège au secrétariat administratif et de centre de presse, le lieu d'un centre de convergence n'étant pas encore trouvé.

Comme le programme le démontre, il y aura des initiatives le week-end des 31 mai et 1er juin, mais beaucoup de choses commenceront dès le jeudi 29 mai, jeudi de l'Ascension qui est férié en France et se poursuivront les 2 et 3 juin en parallèle au G-8 qui commencera le dimanche 1er au soir, les chefs d'Etats et de gouvernements venant de St Petersbourg où sera fêté le 300ème anniversaire de la ville, et se conclura le mardi 3 juin au soir.

Les arrivées dans la région d'Evian seront donc échelonnées et de nombreuses possibilités de couchage existeront dans la région, mais le moment de plus grande affluence sera le samedi 31 mai au soir. Pour cette nuit un dispositif spécial, qui pourra s'appuyer sur les villes distantes comme Annecy, Lyon ou Grenoble, sera mis en place, dispositif qui dépendra des prévisions numériques. A ce propos un service de "petites annonces" pour les logements et les transports est mis en place, pour tous ceux qui le souhaitent, par le système d'information "attac.info" : www.attac.info/g8evian

Les négociations avec les autorités

Celles-ci ont commencé le 19 mars à Genève, une autre réunion générale a eu lieu le 10 avril et la prochaine est prévue pour le 3 mai.

Elles ont la particularité de réunir des acteurs différents : du côté des militants, le forum social lémanique (FSL) pour les suisses, le comité haut savoyard de résistance au G-8 (charg8) pour les militants de la région d'Evian et d'Annemasse, la coordination parisienne et des représentants des collectifs de Grenoble et de Lyon ; du côté des autorités, les représentants de l'état français et les représentants des cantons de Genève et de Vaud pour les suisses.

Nous en ferons état en fonction de l'avancée des discussions, tant dans les sessions plénières que dans les groupes de travail. Il en existe quatre sur différents sujets : la manifestation du 1er juin, les camps alternatifs, la nuit du samedi 31 mai et les salles de réunions, et la question des frontières. Au jour d'aujourd'hui, les choses se débloquent pour les camps alternatifs et les lieux de réunions, deux problèmes restant en discussions, les frontières et la manifestation du dimanche 1er juin.

Pour ce qui est de la manifestation, lors de la réunion du groupe de travail du 14 avril, les autorités suisses et françaises ont annoncé qu'elles voulaient que la manifestation se tienne côté français à partir d'Annemasse. Proposition qui a été jugée inacceptable par les militants français comme par les militants suisses qui veulent que la manifestation soit transfrontalière et qu'elle ait lieu également à Genève. Des conférences et points de presse ont été organisées à Genève et à Annemasse pour expliquer la position des collectifs militants et dénoncer l'attitude des autorités. Il faut noter que le climat est alourdi par les suites de la manifestation du 29 mars à Genève contre l'OMC et la guerre où la police est intervenue brutalement et a tiré une munition de "marquage" en plastique sur une syndicaliste, violences qui ont entraîné une émotion telle que le responsable de la police genevoise a du démissionner.

Pour ce qui est des frontières, la réunion du groupe de travail du 17 avril a permis de connaître les positions de chaque côté. Les représentants de la coordination ont rappelé qu'ils n'étaient pas d'accord avec la suspension des accords de Schengen et qu'ils considéraient le droit de circulation et le droit de manifestation comme des droits fondamentaux ; ils ont aussi indiqué que si les autorités imposaient des contrôles, les manifestants refuseraient tout fichage aux frontières et toute interdiction de passage pour des militants sans-papiers. Les autorités françaises ont rappelé pourquoi elles suspendaient les accords de Schengen et ont indiqué qu'elles entendaient contrôler que des éléments "armés" n'entrent pas en France. Les autorités se sont engagées à publier la liste des équipements interdits par la loi française (les masques à gaz par exemple) et à indiquer quelles seraient les règles appliquées pour les contrôles d'identité.

Contact pour cet article info@g8-evian2003.org

www.attac.info/g8evian : Informations, documents, calendrier de rendez-vous et système de petites annonces automatiques ouvert à toutes et à tous (Transport + Hébergement)

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 30-04-2003 >> 06-05-2003

http://attac.org/rdv/index.html

30/04

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Nuit du Premier Mai (Paris) + Réveillon du 1er Mai (Boujan sur Libron) + Lille
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Wolfsburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Grenoble
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Geneve

01/05

NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Arras + Manifestation (Evian)
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Grobraming
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
København + Esbjerg
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Berlin + Wolfsburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
La Rochelle + Louviers + Bernay
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

02/05

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Berlin + Wolfsburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Arras + Quimperlé

03/05

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Valby
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Hannover + Berlin + Wolfsburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Brest + Lyon + Cergy Pontoise
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

04/05

DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Valby

DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Hannover + Berlin + Wolfsburg

05/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille + 6 heures contre G8 (Lyon)
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Innsbruck
DEUTSCHLAND : http://www.attac.de/termine/index.php
Nurnberg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Rouen + Annemasse

06/05
NO G8 : http://www.attac.info/g8evian/?NAVI=1030-14fr
Lille + Fac Off (Villeneuve d'Ascq)
BELGIQUE BELGIE : http://wb.attac.be/rubrique.php3?id_rubrique=7
Bruxelles
DANMARK : http://www.attac-danmark.dk/kalender/index.asp
Esbjerg
FINLAND : http://www.attac.kaapeli.fi/kalenteri
Vantaa
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Saint Dié + Romorantin + Bastia + Tregunc + Allinges + Lyon + Nantes
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique.php3?id_rubrique=6
Lausanne